

Détruire l'Etat

Ariel Fatiman

Quatre ans après le déclenchement des insurrections de 2011, la critique de l'Etat reste le fer de lance des offensives armées des insurgés libyens, syriens et yéménites. Les opérations militaires occidentales en sont la preuve la plus flagrante. Cette répression appuyée par des « libéraux », « démocrates » et autres « laïcistes » témoigne aussi de la longue agonie des démocraties occidentales. Il est temps qu'à la critique des armes des insurgés répondent comme un hommage et un encouragement les armes de la critique.

Il y a deux manières de finir : l'accomplissement ou la destruction. La destruction est pour l'individu un inachèvement, un échec dans la partie en cours qui se paie de la vie. Pour une chose, la destruction est son impossibilité à exister selon son concept, sa disparition de l'horizon du possible. Elle s'éprouve dans le moment de la réalisation pratique : comme si le contact avec l'acidité de la critique pratique dissolvait le lien entre l'objet et l'idée, et qu'à son tour la chose qui reposait sur cette relation disparaissait. C'est toujours une excellente nouvelle dans une époque polluée de pensées rachitiques et de dogmes poussiéreux emballés d'émotions convenues qu'une chose disparaisse. Après coup ce qui paraît plus étonnant encore est qu'elle ait pu exister.

Comme toutes les illusions, comme toutes les abstractions, comme tous les dogmes, comme toutes les baudruches ayant une prétention à la totalité, comme tous les bibelots de la liturgie moderne, comme tous les objets d'obséquiosité de l'information dominante, la vocation historique de l'Etat est de disparaître sous les assauts de la vérification pratique. Là où s'affirme une totalité effective, là où le mouvement de la pensée trouve une fluidité pratique, l'Etat est détruit par le mouvement même de la pensée cheminant vers son accomplissement. Ce torrent est le mouvement de la liberté pratique où la négativité est partie prenante des conversations singulières.

L'Etat n'est qu'un assemblage hétéroclite de pratiques arbitraires se réclamant d'un absolu, d'idées générales et creuses, et pourvu d'une prétention à la totalité qui n'a

pas plus de valeur qu'un logo sur une marque de lessive. L'Etat : ce mot qui vaut pour une totalité idéalisée, jamais entièrement existante ; ces représentants qui valent pour d'autres toujours absents et maintenus à l'écart ; ces idées abstraites qui doivent se prévaloir d'une police pour faire accroire qu'elles existent comme idées pratiques alors qu'elles n'en sont que l'illusion entretenue et maintenue à force de travail.

-2-

Au cœur de l'Etat, il y a un mystère, celui de la neutralité de l'Etat. On ne devrait changer que de gouvernement, et l'Etat devrait rester hors de toute critique, comme s'il constituait une zone neutre où tous les débats s'arrêtent. Ainsi, dans les révoltes en cours, le seul changement acceptable pour la middle class semble être de passer d'un gouvernement tyrannique à un gouvernement parlementaire tout en conservant les structures de l'Etat. La « transitologie » est le nom peu ragoutant de cette spécialité universitaire qui s'attache à décrire la *digestion* par l'Etat des mouvements de critique pour les transformer en démocratie parlementaire. De par ma chandelle verte, voilà une philosophie digestive que père Ubu tout empreint de la sagesse de sa gidouille sphérique n'eut pas désavoué !

L'ordre, l'activité, l'unité, l'existence de l'Etat apparaissent comme purement conventionnels, c'est-à-dire résultant de conventions passées on ne sait où ni on ne sait comment par une poignée d'hommes qui se seraient trouvés là comme des pierres éboulées au pied d'une

montagne. Une mafia parmi d'autres a pris le pouvoir, en imposant ses règles et sa domination. Cet ordre, cette activité, cette unité, cette existence sont arbitraires. L'Etat est l'ordre de quelques uns tourné contre tous. L'Etat est l'institution de l'injustice, l'Etat naturalise l'existence de l'injustice. L'Etat fonde l'injustice comme abstraction commune. Cette abstraction commune est cette communauté abstraite, l'incarnation factice de la communauté de tous, cet absolu qui s'appelle l'Etat. Par ce processus d'abstraction et d'absolutisation, l'Etat se place hors de toute critique et occulte la base injustifiable de son existence. Comme Hegel l'a montré habilement et à mots couverts dans sa critique du droit, l'Etat n'a aucun fondement : il n'est qu'une convention — un « fantôme matérialisé », une « excroissance parasitaire » — qui parle et agit au nom de tous pour le compte de quelques uns.

Une fois posée cette unité factice, une fois incarnée dans des institutions en dur, l'existence de l'Etat fait retour sur les individus. Celui-ci se présente comme la clé de voute de l'édifice social : puisqu'il incarne l'unité de tous, il est en droit d'organiser les relations entre tous, et de définir l'identité de chacun — mieux connue sous le nom de citoyen. En les affublant de ce nom, l'Etat prétend justifier de l'existence des individus. Alors qu'ils n'ont besoin d'aucune justification pour exister, l'Etat leur en donnerait une ! *Credo quia absurdum.*

L'Etat organise l'absence de tous en prétendant parler au nom de tous, par un processus d'abstraction qui porte son nom. L'Etat fait de cette absence de tous et de cette présence de quelques uns, une totalité abstraite, ou plu-

tôt une abstraction vide de la totalité. Comme dans la religion où la totalité est postulée et déplacée dans une sphère abstraite et autonome hors d'atteinte des hommes, l'Etat est une tentative pour instaurer la totalité des individus dans une sphère séparée, abstraite, hors d'atteinte des hommes. Puis d'instituer depuis ce lieu vide, du haut de cette abstraction, le gouvernement des hommes.

L'Etat est cette totalité factice qui se présente elle-même comme le squelette de l'édifice social : une totalité englobante qui aurait le pouvoir de se diffuser jusque dans chaque individu. L'Etat est le fantôme de la totalité, la trace sémantique de son absence. Conçu depuis cette pseudo-totalité, l'individu devient l'existence spectrale projetée par l'Etat, le spectre particulier d'un spectre général, le citoyen. C'est tout le poids de cette unité fantasmée qui entrave pratiquement la liberté des individus. Dans l'histoire, l'affirmation d'une totalité effective lors des révolutions ouvre la critique en actes de cette entité factice. Le mouvement de la totalité en actes affronte alors ce simulacre de totalité.

-3-

La destruction de l'Etat est la prémisse du débat de la totalité, du débat de l'humanité. Bakounine était rapidement arrivé à cette conclusion tandis qu'il fallut à Marx, la Commune pour s'y rallier. Marx reproche aux communaux de ne pas avoir marché sur Versailles tant qu'ils en avaient la possibilité, pour détruire l'Etat « qui prétendait

être l'incarnation de [l']unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire... » C'est dans l'existence de l'Etat que la domination est inscrite, dans sa bureaucratie, dans son armée, dans sa police, dans sa parole. Le débat du genre humain que Marx, Engels, Bakounine ont désigné par la théorie infinitiste de communisme, doit pour exister, détruire l'oppression de la « machine d'Etat », briser ce pouvoir. Ce débat de la totalité, pour reprendre les termes dans lesquels il a été depuis reformulé par la révolution iranienne, ne peut être mené que par des hommes libres qui font pleinement usage de leur liberté, et il ne peut y avoir d'hommes libres que critiques de cette fausse totalité, libérés de cette unité factice qui les oppresse. « Le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel » (Engels). La destruction de l'Etat est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour que le débat de la totalité puisse avoir lieu.

La question de la destruction de l'Etat, sous ses différentes formes, est de nouveau la ligne de front de la bataille en cours, ouverte par les insurrections de 2011. La destruction du pouvoir de l'Etat est à l'ordre du jour des révoltes en Libye, en Syrie ou au Yémen, comme auparavant en Somalie en 2006 et 2007, en Haïti en 2004 pour ne parler que de la période récente. Les gouvernants occidentaux en s'engageant les armes à la main dans la répression des insurgés qui refusent de reprendre le joug de gouvernements autoritaires, en sont pleinement conscients. Les insurrections de 2011 ont abouti pour certaines à un débat où le peuple a pris les armes contre l'Etat. En Libye, qui est certainement le lieu où l'insurrection est la plus

avancée, l'Etat de Kadhafi avec ses institutions, son armée et ses représentants est maintenant détruit. En Egypte les généraux ont repris le pouvoir en organisant un coup d'Etat avec l'appui enthousiaste de l'information occidentale, et en Tunisie d'anciens membres du RCD regroupés dans le parti Nidaa Tounes sont revenus aux affaires par les voies électorales en rétablissant la police et l'armée dans les rues et l'information dans les esprits. Ces deux restaurations de gouvernants autoritaires ont été faites en agitant le chiffon rouge de l'islamisme. On a ainsi vu tous les gouvernants occidentaux soutenir en Egypte un coup d'Etat militaire au motif imaginaire qu'il n'en était pas un et qu'il accomplissait la volonté du peuple face à un gouvernement islamiste honni. L'islamophobie accède au statut d'argument majeur de la politique étrangère occidentale.

De la même manière qu'en 2011, *tous* les tyrans accusés par les insurrections, les Ben Ali, Moubarak, al-Sissi, Saleh et Assad, ont invoqué le *terrorisme* pour qualifier leurs opposants et justifier la répression des révoltes, les Etats occidentaux, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Russie, mais aussi les Etats arabes, Arabie saoudite en tête, ont tous invoqué la lutte contre *le terrorisme islamique* pour justifier leurs interventions en soutien aux tyrans en place (Syrie, Egypte), en appui des restaurations nationales (Tunisie, Egypte), ou dans le cadre d'actions militaires contre les insurgés (Libye, Bahreïn, Syrie, Yémen). Pensant faire taire un débat qui les a menacés et les menace encore, les gouvernements occidentaux avec l'assentiment tacite ou l'approbation des gouvernés, entretenus par des journaux qui organisent une confusion

intéressée sur les évènements en cours, mènent la répression des insurrections, au vu et au su de tous.

La politique du pire engagée par les gouvernements occidentaux ressemble à s'y méprendre à la *sale guerre* menée par les généraux algériens après le coup d'Etat de janvier 1992. Pour réprimer le soulèvement algérien, les généraux n'ont pas hésité à déclencher une répression massive et pousser les insurgés dans l'impasse des groupes armés et de l'islam radical. Puis en manipulant le terrorisme islamique grâce à la sécurité militaire, les généraux ont entretenu criminellement la guerre civile, les massacres et les attentats pendant six ans jusqu'à étouffer dans le sang toute critique, laissant près de 150 000 morts.

Aujourd'hui les méthodes utilisées sont les mêmes, mais c'est une *sale guerre* à large échelle, internationale, qui se mène à coup d'expéditions militaires nationales et internationales, aussi bien au Mali, en Centre-Afrique qu'en Syrie, au Bahreïn, en Libye ou au Yémen, d'alliances obscures comme en témoignent les négociations en avril 2015 d'émissaires français et américains avec Assad, et de soutien indéfectible aux régimes autoritaires. En Syrie, le régime d'Assad fait figure de modèle : il bombarde continument depuis quatre ans et rase des villes entières en expliquant qu'il n'y a pas de rébellion contre son gouvernement mais des actions de groupes terroristes islamiques, tandis qu'en parallèle il appuie directement ou indirectement les milices islamistes de l'Etat islamique et du Front al-Nosra, en évitant de les bombarder ou en leur achetant du pétrole. En Egypte, le coup d'Etat militaire des généraux de juillet 2013 contre

le gouvernement Morsi rejoue à s'y méprendre la séquence algérienne de 1992, jusque que dans la répression féroce et meurtrière des partisans des frères musulmans et au-delà, de toute opposition.

Le régime militaire du maréchal-président a même fini par déclarer les Frères musulmans, organisation terroriste, comme le FIS l'avait été en Algérie. Au Bahreïn, une opération militaire des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite a mis fin en mars 2011 au campement de la place de la Perle à Manama, en même temps que le gouvernement accusait les manifestants d'être des chiites radicaux manipulés par l'Iran. Au Yémen, l'intervention militaire d'une coalition de neuf Etats arabes menée par l'Arabie saoudite s'est faite au nom de la défense des restes piteux de l'Etat yéménite menacé par l'insurrection houthiste, du nom d'une secte chiite, et de la lutte contre des groupes armés affiliés à l'Etat islamique. Parallèlement, les bombardements américains par drones interposés sur l'ensemble du territoire yéménite n'ont jamais cessé avant et après la chute de Saleh, visent des groupes franchisés Al-Qaïda et tuent fréquemment des civils. Partout, l'occident et ses alliés cherchent à enfermer la révolte dans l'étau de l'affrontement entre militaires loyalistes et groupes armés islamistes en s'engageant directement auprès des premiers et en prétendant lutter contre les autres. Et de ce point de vue, les régimes autoritaires et les gouvernements occidentaux dans leur politique extérieure, font le même usage systématique et mensonger de l'islamisme radical.

S'il s'agit toujours pour la réaction occidentale, vieillissante et ultraconservatrice, de contrer la critique en acte de l'Etat, la période actuelle n'est pas 1992–1998, et puis, ni les libyens ni les syriens ni les yéménites insurgés n'ont dit leur dernier mot. Une offensive ouverte et mondiale est lancée dont l'enjeu est de briser cette étrange pseudo-totalité qui couronne l'alliance des journalistes, des gouvernants et des marchands ; dont le but est de détruire l'Etat.

-4-

Trois guerres civiles sont désormais ouvertes simultanément en Libye, en Syrie et au Yémen. En soi la guerre civile n'est ni bonne, ni mauvaise, elle signale une lutte armée entre deux groupes d'un même Etat. Tout l'intérêt des guerres civiles en cours tient à ce qu'elles sont issues d'insurrections et qu'elles poursuivent leur débat. Elles sont nées d'une prise d'armes par les insurgés, qui s'est faite soit dès le début de l'insurrection comme en Libye, soit au cours de l'insurrection pour combattre la répression du régime comme en Syrie ou au Yémen. La guerre civile est d'abord le moment de l'insurrection où les partisans de l'ancien régime et les partisans de sa critique s'affrontent par les armes. Or, l'un doit prendre le pas sur l'autre. Ceux qui ont pris les armes n'ont pas eu le choix : soit ils mourraient sous les balles de l'Etat, soit ils s'armaient pour continuer à défendre leur opinion. Mais la guerre civile est aussi, comme en Libye ou au Yémen, le

moment où le débat des armes succède à la victoire de l'insurrection sur le régime précédent.

Une autre dispute surgit qui prolonge et approfondit la première. La particularité des guerres civiles actuelles est qu'elles débouchent sur une critique de l'Etat. Les groupes ayant pris les armes se divisent à leur tour, et s'opposent entre eux non pas à l'intérieur d'un même Etat mais sur l'existence même de cet Etat. La plupart des révolutions mènent à des guerres civiles, l'inverse étant faux, les guerres civiles sans insurrection initiale ne mènent à rien.

Dans le détail, chaque guerre civile est singulière et d'une complexité croissante. Les débats débordent constamment les frontières des Etats : la Tunisie, l'Egypte et le Mali sont impliqués dans le débat libyen, tandis que le Liban, la Turquie et l'Irak sont également pris dans le débat syrien. Les guerres civiles sont à la fois internes et transnationales. Elles sont aussi le terrain d'interventions étrangères dont le cas de la Syrie est emblématique.

En ce début d'année 2015, le tyran Assad reste encore en place grâce à l'appui de forces armées étrangères, libanaises, iraniennes, américaines notamment. Cette guerre civile oppose les insurgés armés combattant le régime d'Assad, ou plutôt ce qu'ils sont devenus à travers leurs multiples divisions après quatre ans d'affrontements, aux armées loyalistes alliées à d'autres milices contre-révolutionnaires. Le tableau général des affrontements est loin d'être clair, et les alliances entre groupes

armés sont labiles, des groupes officiellement ennemis pouvant être officieusement alliés. Ainsi les rebelles du camp palestinien de Yarmouk dans la banlieue de Damas ont d'abord été assiégés et affamés par les forces du régime pendant plus d'un an, puis ont subi en avril 2015 une attaque des milices de l'Etat islamique appuyées par des bombardements d'hélicoptères loyalistes. Les rebelles syriens sont pris dans l'étau de l'offensive loyaliste appuyée par les milices libanaises du Hezbollah, et de multiples groupes islamistes prétendument opposés au régime dont le Front al-Nosra soutenu officieusement par le gouvernement syrien et l'Etat islamique financé par l'Arabie saoudite.

L'occident hypocrite a rangé la bannière de la liberté et de la démocratie brandie en 2011 : ses poses affligées et ses tonnerres d'indignations n'y ont rien fait, le cœur n'y était pas. Avec ses alliés, il est désormais rassemblé sous la bannière du contre-terrorisme. En organisant une opération militaire internationale contre l'Etat islamique au cœur de l'insurrection syrienne, les gouvernements occidentaux mènent des opérations contre-insurrectionnelles et occultent la guerre civile en cours. La starlette actuelle du terrorisme international est l'Etat islamique dont la franchise se propage à grande vitesse dans les pays insurgés, de la Syrie au Yémen en passant par la Libye, fournissant un motif renouvelé, depuis l'usure d' Al-Qaïda, à des interventions armées étrangères. Deux autres opérations contre-insurrectionnelles qui prennent également le prétexte de la lutte contre le terrorisme islamique sont actuellement en cours. En Libye, l'Egypte, en service commandé pour les Etats-Unis, est en guerre contre les in-

insurgés libyens et soutient un groupe armé dirigé par un ex-général de Kadhafi, Haftar, qui se présente comme le porte-étendard d'un gouvernement croupion en fuite. Au Yémen, une coalition militaire de neuf Etats arabes pilotée par l'Arabie saoudite avec l'appui des Etats-Unis bombarde l'insurrection houthiste qui combat les restes du régime yéménite. Ces mêmes gouvernants occidentaux qui n'ont cessé en 2011 de « condamner l'usage excessif de la force » contre les insurgés — paroles destinées seulement à tempérer l'émotion produite par les annonces de massacre — bombardent aujourd'hui à leur tour généreusement, en Syrie, au Yémen, en Libye, ces mêmes populations civiles et ces mêmes insurgés au nom du contre-terrorisme.

C'est aussi une dispute sur le sens des guerres civiles qui a lieu. L'accusation de terrorisme a été abondamment utilisée par les régimes autoritaires pour justifier la répression de toute contestation. Aux paroles de duplicité des gouvernants occidentaux, ont succédé des actes sans équivoques s'inscrivant dans une stratégie de contre-révolution. La ficelle est grosse, mais l'argument tourne à plein régime auprès d'un public middle class désinformé et embrigadé dans l'islamophobie ou dans l'explication simpliste d'un conflit religieux entre chiites et sunnites. Un des effets collatéral de la contre-révolution en cours pourrait être à terme l'effondrement de la façade démocratique des gouvernements occidentaux. Les prosélytes de la démocratie parlementaire instaurent désormais chez eux des gouvernements autoritaires au nom de la liberté d'expression. L'époque est au paradoxe : dans le discours dominant, défense de la liberté de la presse veut

dire répression des libertés individuelles; démocratie parlementaire veut dire laissez-nous le pouvoir; parole publique veut dire imposition du silence; insurgé veut dire terroriste; bombardement occidental veut dire libération; condamnation publique veut dire approbation tacite; émotion médiatique veut dire obéissance au gouvernement. La guerre civile est aussi une guerre des mots, où les batailles et les lignes de front sont localisées dans la matière de la conversation, dans la langue qui rend compte des évènements.

-5-

La guerre n'est pas si onéreuse que la servitude. C'est cette pensée que le petit peuple de l'information tout empreint d'angélisme, de pacifisme, d'irénisme, refuse. Il rejette par principe la violence et ne sait pas sa servitude. Au contraire il s'en félicite. Il voit dans ses libertés formelles l'expression la plus haute de la liberté, et dans son mode de vie le point culminant de la civilisation. La servitude abaisse les hommes jusqu'à s'en faire aimer, dit aussi Vauvenargues.

Engager une guerre civile dans l'insurrection, c'est s'attaquer à la tyrannie, refuser la soumission et se libérer de l'oppression. Vivre indéfiniment dans la servitude ou vaincre les oppresseurs : voilà le choix qui s'est présenté et continue de se présenter aux insurgés libyens, syriens, yéménites. Et il est extraordinaire que connaissant les périls extrêmes qui les menacent, ils aient choisi de se battre pour mettre fin à leur servitude. C'est là la plus haute, et

au fond la seule, affirmation possible de la liberté : en pratique. L'usage de la violence est nécessaire pour combattre la violence de l'Etat. Aucun tyran n'a jamais quitté le pouvoir juste parce qu'il avait tort.

Les guerres civiles en cours où s'affirme un horizon pratique de destruction de l'Etat ont fait resurgir un spectre du discours occidental : le chaos. La thèse est la suivante : la destruction de l'Etat conduirait nécessairement au chaos, c'est-à-dire au déchainement de la violence, au règne sans freins des désirs et de l'intérêt, à l'arbitraire et l'injustice. Il suffit d'ouvrir n'importe quel journal pour y lire ce genre d'opinion qui se présente comme des vérités définitives. Face au chaos qui menace toujours de résurgence, l'Etat serait un anti-chaos, garant de l'ordre dans la durée.

L'idéologie de l'Etat comme anti-chaos est basée sur une inversion conceptuelle que Marx à ma connaissance a été le premier à relever : « la superstition politique est seule à se figurer de nos jours que la cohésion de la vie civile est le fait de l'Etat, alors que, en réalité, c'est au contraire la cohésion de l'Etat qui est maintenue du fait de la vie civile ». Ce sont les relations entre les individus, fondées sur le travail, les marchandises et l'information, qui garantissent la cohésion de l'Etat, et non l'inverse.

L'idéologie de l'Etat comme anti-chaos a une fonction de limite et de repoussoir à la pensée. Elle a pour fonction de disqualifier par avance un débat qui serait mené en dehors de l'Etat, d'interdire de concevoir et de réfléchir à ce qui surgit dans la destruction de l'Etat.

Avec le récit d'un chaos qui succéderait nécessairement à la destruction de l'Etat, une vision négative de la nature de l'homme s'affirme. La fin de l'Etat donnerait libre cours à une « violence archaïque », à une « rivalité des désirs » où les rapports entre individus seraient gouvernés par la violence. Depuis qu'Hobbes en a fait la théorie il y a plus de trois siècles, la fiction d'un état de nature de l'homme est le socle fantasmé qui justifie le pouvoir exorbitant de l'Etat moderne sur les individus. Or le postulat d'une nature humaine originaire mauvaise clôt par avance tout débat sur le genre humain. C'est seulement en s'appuyant sur ce pré-supposé arbitraire que les gouvernants des Etats peuvent s'avancer et affirmer : moi ou le chaos !

Dans l'information dominante, l'idéologie du chaos a une fonction de dénégation de ce qui arrive. Là où l'Etat est attaqué par les insurgés en armes, là où ses bases sont détruites, d'autres organisations et d'autres manières de débattre émergent. La répétition continuelle du terme chaos dans le discours des journalistes pour qualifier une situation insurrectionnelle occulte le débat et les positions en présence, et au-delà veut susciter des courants d'opinion favorables à l'intervention d'Etats étrangers pour « rétablir l'ordre ». Le terme chaos est, allié au terrorisme, un puissant écran de fumée destiné à masquer les termes de la dispute en cours. L'imposition de cette grille de lecture des événements appelle d'elle-même un dispositif d'anti-chaos, l'intervention d'un Etat. Au fond, l'idéologie de l'Etat et la pensée du chaos sont les deux faces d'un même nihilisme occidental.

Aujourd'hui, des guerres civiles s'attaquent à l'Etat et lorsque dans le monde, un Etat est attaqué, c'est le principe de l'Etat qui est attaqué. Ce principe, Bakounine l'a énoncé avec clarté au milieu du 19eme siècle.

«Chaque Etat est un être restreint comprenant un territoire limité et un nombre plus ou moins restreint de sujets. L'immense majorité de l'espèce humaine reste donc en dehors de chaque Etat, et l'humanité toute entière est partagée entre une foule d'Etats grands, moyens ou petits, dont chacun, malgré qu'il n'embrasse qu'une partie très restreinte de l'espèce humaine se proclame et se pose comme le représentant de l'humanité toute entière et comme quelque chose d'absolu. »

On comprendra aisément pourquoi lorsqu'un Etat est attaqué, tous les Etats se sentent menacés. La guerre civile est l'émergence d'une totalité concrète qui vient contester à l'Etat sa prétention à représenter l'humanité toute entière sous des motifs nationalistes, historiques, culturels. Evidemment, de par sa nature, ce débat déborde immédiatement les frontières de l'Etat dont il conteste l'existence. La critique menée dans un seul Etat remet en question l'existence des Etats où qu'ils soient, car ce sont les fondements de l'Etat qui sont attaqués. Aussi, il n'y a pas de critique *locale* de l'Etat. La critique du principe de l'Etat ouvre le débat de l'humanité ; tandis que sa résultante, la critique *des* Etats, ouvre à son tour le débat du monde. Ce débat n'est pas une simple dispute de salon, mais un débat pratique où la parole des armes prolonge les conversations singulières.

Pour les Etats occidentaux, il s'agit à toutes forces de nier l'existence d'un tel débat, d'une telle guerre frontale qui les menace directement : les Etats ne peuvent pas avoir d'ennemis puisqu'ils sont la totalité. Les interventions armées étatiques qui se font aujourd'hui et s'annoncent comme des opérations internationales de police contre des groupes terroristes sont en réalité des guerres contre-insurrectionnelles visant à restaurer l'ordre de l'Etat, quel qu'il soit.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la possibilité historique de mener un débat de l'humanité : des groupes armés s'affrontent dont certains, à la suite des insurrections, s'opposent à l'existence d'un Etat et expérimentent différentes formes d'organisation, tandis que d'autres, réactionnaires, veulent reconstituer un Etat. Chaque guerre civile est singulière, mais l'existence de trois offensives simultanées et les débats ouverts par les nombreuses insurrections témoignent déjà de la puissance et la profondeur de la dispute.

(mai 2015)

[arielfatiman@laboratoiredesfrondeurs.org]

Ariel Fatiman
Détruire l'Etat